

Initiatives ministérielles

Le CRTC a besoin de solutions législatives précises qui lui donneront l'orientation et le mandat dont il a besoin pour établir des plans d'action concrets pour l'avenir. Mais au lieu de cela, son rôle se trouve affaibli et émasculé par le contrôle qu'exerce directement sur lui le ministre.

J'aimerais maintenant vous parler de la SRC, la Société Radio-Canada. À mon avis, la SRC est l'instrument parfait pour favoriser l'unité nationale. Elle est tout à fait capable de faire naître une conscience commune et une identité nationale. Elle joue un rôle extrêmement important à cet égard. Il est peut-être plus difficile de s'en rendre compte dans le centre du Canada, mais en tant que député de l'Ouest, je peux vous dire qu'il y a de nombreuses régions en Colombie-Britannique, ma province d'origine, où la SRC est la voix du Canada qui communique avec les habitants de l'arrière-pays, des localités qui, en raison de leur situation géographique, ne peuvent tout simplement pas recevoir d'autres signaux, à moins que ces derniers ne parviennent de Tijuana, au Mexique, ou de Los Angeles, en Californie. C'est la SRC qui présente cette image distincte de la réalité canadienne de Victoria à St. John's. Elle joue un rôle extrêmement important, rôle que le projet de loi ne défend pas.

Dans l'ensemble, le gouvernement a adopté envers la SRC une attitude qui se caractérise par des compressions budgétaires, par le manque d'intérêt pour des projets spéciaux, et par le partage, en deux entités, de la structure administrative de la Société. Ce projet de loi de toute évidence est bien engagé dans cette voie.

Le gouvernement éprouve une aversion pour les sociétés d'État. Il nous en a donné la preuve notamment lorsqu'il a privatisé Air Canada et Petro-Canada, et il nous en donne encore la preuve aujourd'hui en privatisant nos services postaux. Il ne met guère de temps à signaler en quoi les sociétés d'État laissent à désirer, pas plus qu'il n'en met à les brader ensuite au secteur privé.

Tandis que je vous parle de la Société Radio-Canada, que nous discutons des difficultés que la SRC ne manquera pas d'éprouver à l'avenir par suite des compressions budgétaires, j'apprends que la SRC vient d'annoncer de très nombreuses mises à pied. Voilà qui augure fort mal pour l'avenir de ce secteur et qui devrait susciter de sérieux obstacles au progrès de cette institution authentiquement canadienne. J'ignore quelles seront les consé-

quences de ces mises à pied dont je viens tout juste d'être prévenu.

Le gouvernement est prêt à effectuer des coupes sombres, à privatiser, à ruiner, mais est-il prêt à identifier et à favoriser une société d'État qui a fait ses preuves? À mon avis, à en juger à ce projet de loi, il n'est pas du tout prêt à cela.

Ce qui met surtout en péril l'indépendance et l'intégrité de la Société Radio-Canada, ce n'est pas un certain refus de favoriser l'unité nationale ou la poursuite d'une conscience et d'une identité communes, d'après ce projet de loi, mais bien le refus du gouvernement de lui procurer les ressources financières nécessaires, de favoriser la radiodiffusion publique et son peu d'empressément à financer de nouveaux projets dans le cadre d'une société d'État.

Tout se résume à la façon de voir les choses du gouvernement pour qui tous les secteurs sont à la merci du marché. Il n'estime assumer aucun rôle pour ce qui est de favoriser l'unité nationale si celle-ci ne répond pas à un impératif économique. Nous avons vu ce que donne une économie axée sur le marché chez notre voisin du sud. C'est ce qui fait, Dieu merci, du Canada un pays fondamentalement différent des États-Unis.

La Société Radio-Canada veut, peut et, il me semble, ne manque pas de faire ce que l'entreprise privée ne peut ou ne veut tout simplement pas faire. C'est ce qui donne à cette entreprise publique son caractère particulier et fait sa qualité pour ce qui est de créer un sentiment d'unité et d'identité canadiennes.

Je me demande si ce gouvernement va finir par cesser d'entraver cette société, comme il semble prendre plaisir à le faire, pour lui prêter main-forte. Cette mesure législative s'éternise en un engagement à maintenir la radiodiffusion publique. La Société Radio-Canada est une institution nationale qui contribue, à mon sens, à faire du Canada une nation. En offrant des services de télévision et de radio et une chaîne d'information continue de première qualité, elle traduit un Canada qui vaut plus que la somme de ses régions. Le tout vaut plus que la somme des parties.

Radio-Canada sert de tampon pour nous protéger du genre de continentalisme qui est à l'origine de la rigidité idéologique du gouvernement. Dans son optique continentaliste, le gouvernement voit la destinée du Canada dans un bloc continental dominé par les États-Unis. C'est pourquoi notre politique commerciale, notre politi-